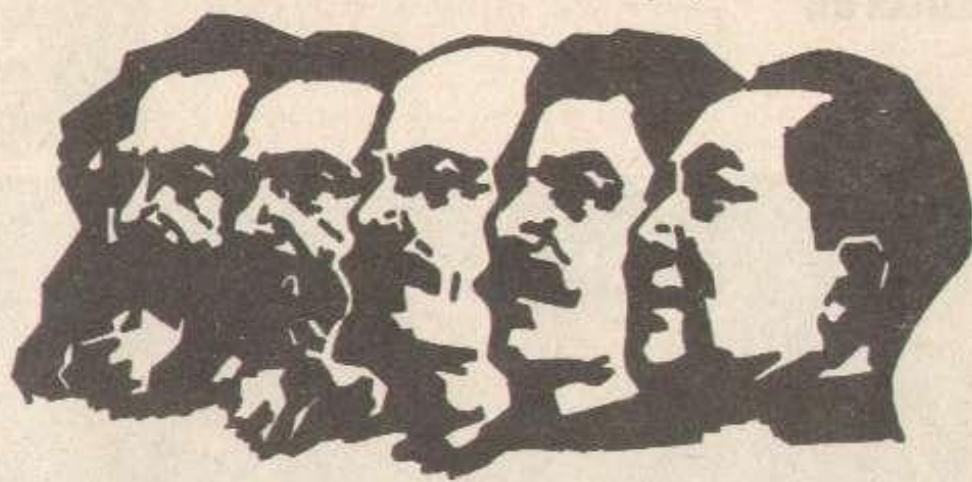


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

HEBDOMADAIRE N° 97 / 27 DECEMBRE 1973 / PRIX 1 F / CCP FRONT ROUGE 31-191-14 - LA SOURCE / B.P. 464-75065 PARIS CEDEX 02

1974 : LA BOURGEOISIE DOIT PAYER LA CRISE

**halte
au
chomage**



**non
à la division
de la classe
ouvrière**

oui la révolution est possible

HALTE A LA REPRESSION PATRONALE CONTRE LES SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES

BRANDT (Lyon)

Depuis la grève qu'elle avait dirigé en Octobre (Voir FR n°85) la section syndicale CFDT de l'usine CIAPEM-BRANDT à Lyon n'a cessé de se renforcer. Qu'il s'agisse de régler des questions personnelles ou de lancer des mouvements de lutte dans les ateliers (2 grèves partielles ont eu lieu depuis celle d'octobre), ce sont les délégués CFDT que vont trouver les ouvriers. Récemment, la section a mis sur pied une commission contre la circulaire Fontanet, commission au sein de laquelle les ouvriers prennent collectivement en mains leurs problèmes de papiers, de logements, de contrats et de défense contre les agressions racistes.

Inutile de dire que le patron ne voit pas d'un bon oeil cette progression de la conscience des ouvriers et de leur organisation syndicale. D'autant plus qu'il envisage de sérieuses mesures de compression du personnel : il est déjà sûr qu'un atelier (lave-vaisselle) doit être fermé, un autre (petites presses) le sera peut-être, dans un troisième atelier (émailerie), le patron doit prochainement installer une chaîne ultra-moderne de peinture qui entraînera des réductions de personnel...

C'est pourquoi le patron a déjà pris

plusieurs mesures de répression contre les syndiqués et les délégués CFDT : 3 d'entre eux ont été déplacés et l'un isolé dans un coin d'atelier, un autre qui distribuait à l'entrée de l'usine un tract contre la circulaire Fontanet et les expulsions a reçu un avertissement. Un délégué suppléant qui intervenait auprès de la maîtrise a été mis à pied une journée, un délégué syndical, qui protestait parce qu'un chef refusait un bon de sortie à un ouvrier, a reçu un motif... La liste est longue.

La dernière attaque est beaucoup plus grave : un camarade de la CFDT, délégué suppléant et représentant syndical au CE a été mis à pied 8 jours et le patron vient d'entamer une procédure de licenciement. Le 14 décembre, un ouvrier turc blessé était emmené vers la sortie par 2 de ses camarades, poursuivi par un des gardes de l'usine ; le délégué, qui se trouvait dans la cour a vu le garde frapper l'ouvrier turc et il a jugé nécessaire et urgent de s'interposer entre le garde et l'ouvrier blessé qu'il estimait menacé.

A partir de cette intervention normale d'un délégué, le patron a monté toute une histoire, son seul objectif étant de licencier le délégué, de frapper une section syndicale qu'il juge trop combattive. Le patron est tellement pressé

d'arriver à ses fins qu'il ne cesse de violer la législation en vigueur : il a convoqué une réunion du CE, sans respecter le délai légal, sans préciser l'objet de la réunion sur la convocation, sans convoquer le délégué qu'il veut licencier... et dans son empressement, il a même été jusqu'à se tromper de bulletin de vote !

Au moment même où se tenait cette réunion tout à fait illégale du CE, 200 ouvriers débrayaient pour soutenir le délégué licencié. Depuis, et pendant toute la période des fêtes, la section syndicale a entrepris un travail d'explication auprès de tous les ouvriers de l'usine, faisant circuler la pétition. La lutte reprendra début janvier, mais elle promet d'être longue car le patron a à sa disposition une multitude de procédures légales pour parvenir à licencier un délégué. Notons que la section CGT de l'usine, à laquelle la CFDT a proposé une lutte unitaire, n'a accepté... qu'un meeting d'information. Au sein de la section CGT, les révisionnistes jubilent à l'idée de voir éliminer un syndicaliste combattif et révolutionnaire, alors qu'un certain nombre de syndiqués et de délégués sont d'accord avec leurs camarades de la CFDT pour lutter contre la décision patronale.

S.E.B. (selongey)

A Selongey (Côte d'Or), en 72, les ouvriers de l'usine SEB déclenchent une grève illimitée avec occupation des locaux pour obtenir des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail. Le 25 Octobre 1973, Bernard Zabattani, délégué CFDT est licencié pour entrave à la liberté du travail et occupation illégale des locaux. Le patron lui refuse les congés payés, le prévient de licenciement. Il est toujours sans travail.

Le patron l'a licencié parce que c'est un délégué qui avait défendu la volonté et les revendications des travailleurs. Un entretien que nous avons eu avec lui et des membres de la section CFDT de SEB nous l'a bien montré.

- la grève part dans un secteur de l'usine : le polissage. La CFDT appelle à l'extension de la grève à toute l'usine sur les revendications des travailleurs : augmentation non hiérarchisée des sa-

laire.

- la forme de lutte est décidée sur la base d'une large discussion avec tous les travailleurs : grève avec occupation, le patron ne rentrera que s'il veut négocier.

- face aux manœuvres du patron qui tente à plusieurs reprises de rentrer de force dans l'usine avec un huissier, Zabattani s'y oppose fermement, défendant les décisions des ouvriers. Face à l'intoxication patronale, la CFDT rassemble les ouvriers tous les matins devant l'usine, Zabattani y prend la parole pour faire des propositions.

- pour faire connaître la grève, la CFDT met sur pied une commission qui appelle à la solidarité dans la région et les autres usines du groupe.

En opposition, les délégués de la CGT ont tout fait pour saboter la lutte.

Face à Zabattani qui défendait la volonté des ouvriers, ils étaient prêts à laisser entrer le patron dans l'usine occupée. Ils ont organisé un vote à bulletins secrets en allant chercher, les non-grévistes pour forcer à la reprise. Alors que la CFDT, après la reprise, organisait une lutte contre les cadences qui baissent la production de 60%, ces mêmes délégués s'y opposaient. En 72, ils refusaient de défendre les revendications des ouvriers ; en 73, ils étaient encore aux côtés du patron pour le licenciement et contre la réintégration de Zabattani.

Quand la bourgeoisie s'acharne contre des militants et des dirigeants syndicaux, elle frappe ceux qui, comme Lip participent activement à la lutte, défendent fermement les intérêts des travailleurs, elle veut briser la volonté de lutte des ouvriers, leur organisation de lutte de classe. La riposte ouvrière y fera échec.

A Cerizay, les ouvriers ont mené une lutte de 3 mois exemplaire pour obtenir la réintégration d'un délégué CFDT. Aujourd'hui, le patron tente de licencier 22 ouvriers... pour insuffisance de production. Le tribunal a annulé ces licenciements mais n'a pas ordonné cependant la réintégration des ouvriers licenciés, en vertu de la loi bourgeoise. La bourgeoisie a réformé la loi sur le licenciement mais si le licenciement peut être annulé... l'annulation n'entraîne pas automatiquement la réintégration. Belle Hypocrisie !

cerizay



gennevilliers: CABLES DE LYON

LES FLICS INVESTISSENT L'USINE

Dimanche 23 décembre à 6h du matin les CRS sont venus faire évacuer avec la complicité d'agents de maîtrise l'usine occupée depuis le 22 nov. Les 22 grévistes de garde pour la nuit à l'usine ont été embarqués dans les cars au commissariat d'Asnières, sous la menace des matraques. Puis ils ont été fouillés et fichés avant d'être relâchés.

Immédiatement les grévistes ont fait connaître l'agression des flics par un tract sur les marchés de Gennevilliers. Ils préparent la riposte en organisant des piquets de grève, et en appelant les travailleurs des usines de Gennevilliers à débrayer pour participer à une manifestation dans Gennevilliers. Ils organisent aussi un gala de soutien.

Les ouvriers occupaient l'usine depuis le 22 nov. pour obtenir :

- 50 centimes pour tous
- à travail égal salaire égal
- reconnaissance de la section CFDT créée au début de la lutte

Après plusieurs manœuvres de la direction (envoi d'un huissier, 5 grévistes convoqués au tribunal, chantage et intimidation des flics) les grévistes avaient quitté partiellement l'usine, la direction promettant de négocier. Deux jours plus tard ; la direction refuse toujours de négocier et retient 300 à 500 F sur la paye. Les grévistes décident aussitôt la réoccupation de l'usine.

La popularisation et les collectes dans les usines de la région continuent. Une vingtaine d'ouvriers des câbles en délégation ont participé de façon très offensive à la manifestation contre l'attentat de Marseille lundi 17 déc.

Des films sur les luttes ouvrières ont été projetés dans l'usine. Une délégation de Lip est venue apporter 3000F et une ouvrière de Lip a expliqué le fonctionnement démocratique de la grève de Lip.

Deux semaines après, la direction de la CGE refuse toujours les négociations. Pour modifier le rapport de force en faveur des grévistes, les communistes marxistes léninistes de Front Rouge et le CACF ont proposé d'intensifier la popularisation de la grève par des manifestations dans Gennevilliers, des réunions, d'appeler les ouvriers des autres usines de la CGE (Câbles de Clichy et de Bezons) à des débrayages sur leurs propres revendications, d'organiser des projections débats sur les luttes contre la circulaire Fontanet, et sur la Palestine pour renforcer la participation active à la grève.

Quant au PCF et à l'UL CGT ils « soutiennent » la grève à leur façon : dans leurs tracts, ils ne parlent pas de la revendication « à travail égal salaire égal » ni de la reconnaissance de la section syndicale, et pour cause : pour briser l'unité des grévistes autour de leur section syndicale, sur leurs revendications, l'UL CGT fait tout pour placer quelques cartes et monter une section syndicale au Câbles. Dans le dernier numéro de la « Voix Populaire » (journal local du P.C.F.) la CGT annonce noir sur blanc son intention de monter une section aux Câbles, sans soutenir celle qui existe !

LES FLICS HORS DE L'USINE

OYONNAX :

NON A LA FERMETURE DU FOYER

A Oyonnax, le foyer de jeunes travailleurs doit fermer ses portes le 7 janvier. 19 personnes employées par le foyer vont se retrouver au chômage du jour au lendemain, les 120 jeunes travailleurs, les écoliers qui mangeaient à la cantine vont devoir aller ailleurs mais où ?

La direction, dans un premier temps avait essayé de diminuer les horaires de 48h à 42h avec une diminution de salaire de 260F. ! Les employés, en ripostant par une grève victorieuse avaient déjoué cette manœuvre. Mais, peu après la reprise, le Conseil d'administration, présidé par le Maire leur annonce la fermeture pure et simple du foyer pour cause d'un déficit de 44 millions, dû à des difficultés de démarrage du foyer (il y a 8 ans).

Ce conseil d'administration, présidé par le maire paye ses employés au lance pierre (une femme de service au bout de 8 ans d'ancienneté arrive à peine à 1000F. par mois), fait payer très cher les pensions : 500F. pour des jeunes qui ne gagnent que 1000F par mois. Les causes du déficit, elles sont simples : les profits capitalistes. La location du foyer rapporte 900 000F : et la future crise du plastique.

51% vont au HLM, le reste à 5 gros patrons d'Oyonnax. Sous gestion de cette même municipalité, le directeur d'un foyer de travailleurs immigrés avait subtilisé 40 millions, un second directeur 4 à 6 millions, avec le foyer de jeunes travailleurs, on se retrouve avec une somme de 100 millions, pas perdus pour tout le monde !

La fermeture du foyer vise plus loin : la vague de chômage qui monte en France et particulièrement à Oyonnax où le gros de l'industrie est bâti sur la matière plastique. La fermeture du foyer, c'est un moyen de renvoyer chez eux les jeunes ouvriers sans que les patrons soient directement responsables.

La population d'Oyonnax s'est largement mobilisée contre la fermeture du foyer, 3 manifestations ont déjà eu lieu qui ont rassemblé 80 à 150 personnes, ce qui est important pour Oyonnax. Des groupes d'intervention de Front Rouge et de la CFDT passent dans les quartiers populaires pour faire signer des pétitions, récolter de l'argent et surtout mobiliser contre la montée du chômage, des licenciements et la future crise du plastique.

saumur :

GREVE DANS LE C.E.T. A L'APPEL DE FRONT ROUGE

A la Cité technique de Saumur, où nous intervenons régulièrement, nous avons décidé de mobiliser largement pour la grève du 6 décembre contre la vie chère.

La mobilisation a commencé une semaine avant par voie d'affiches : coût de la rentrée scolaire et de l'enseignement pour une famille, signification de l'inflation pour la bourgeoisie et la classe ouvrière, dénonciation du rôle des réformistes et des révisionnistes qui, par cette grève, voulaient récupérer les aspirations des travailleurs. Deux assemblées générales, au cours desquelles a été lu un message des ouvriers communistes de Front Rouge appellent à la grève : les délégués des élèves des CET y jouent un rôle très actif. Sur 800 élèves, 750 votent la grève.

Le courant de sympathie dont nous bénéficions s'est renforcé, principalement dans le CET.

FRANCAIS IMMIGRES UNE SEULE CLASSE OUVRIERE TOUS UNIS CONTRE LE CHOMAGE

Aujourd'hui, la bourgeoisie n'entend pas seulement faire payer sa crise à la classe ouvrière. Elle développe aussi une campagne raciste sournoise, inavouée, dont le but est double :

Faire supporter particulièrement aux travailleurs immigrés la réduction d'emplois, les licenciements etc. L'arsenal que s'est donné la bourgeoisie avec la Circulaire Fontanet facilite évidemment cette tâche. Il suffit de ne plus renouveler les contrats pour priver d'emplois, sans les licencier officiellement, des milliers d'ouvriers. En situation irrégulière, ils sont de plus en plus menacés d'expulsion ou contraints au départ.

D'autre part, diviser les travailleurs et empêcher ainsi une lutte unie, donc efficace et puissante de toute la classe ouvrière contre le chômage, contre les licenciements, pour les 40H, la retraite à 55 ans pour les hommes et 50 pour les femmes etc. . .

Supposons que la bourgeoisie parvienne à développer largement chez les ouvriers français l'idée que ce sont les travailleurs immigrés qui « doivent payer ». Supposons qu'en retour elle parvienne à créer l'abattement chez les travailleurs immigrés ainsi isolés de leur combat. Comment dans ces conditions, chez Renault, Citroën, Simca etc. . . serait-il possible de faire reculer les exploiters, de leur faire payer le prix de la crise, d'imposer les revendications de la classe ouvrière ?

Derrière la campagne contre les immigrés, c'est en fait toute la classe ouvrière qui est visée. C'est son front de lutte que l'on cherche à miner. Si la bourgeoisie déterminait son attitude uniquement en fonction de facteurs internes (comment faire porter aux travailleurs le poids de la crise) elle serait portée à développer une campagne raciste hystérique, du type de celle que nous avons connue en septembre-octobre 73.

Ainsi pendant des années, les capitalistes se sont livrés à une exploitation massive de main-d'œuvre pour les besoins de leur économie. Voilà maintenant qu'ils recueillent les fruits de l'exploitation forcée qu'ils ont imposée aux travailleurs : ils n'arrivent plus à écouler les marchandises du fait de la réduction du pouvoir d'achat et de la consommation limitée. Et c'est les travailleurs immigrés qui seraient responsables de l'ampleur du chômage actuel et non les capitalistes : si Gorse garde une certaine prudence de langage, Ghotard du CNPF dit tout haut ce que l'autre pense tout bas :

« Dans certaines branches industrielles, les entreprises ne renouvelleront pas les contrats de travail avec les travailleurs immigrés ou ne feront pas appel à de nouveaux étrangers ».

Des fidèles laquais du capitalisme comme Bergeron, viennent joindre leur voix à ce concert en réclamant « l'arrêt de l'immigration ». Dans le même temps, la presse bourgeoise tente d'aviver un certain racisme vis à vis des travailleurs immigrés notamment arabes. La dernière provocation orchestrée à Rome par l'impérialisme US et les sionistes à la veille de la conférence de Genève a été l'occasion d'une nouvelle campagne de haine contre les Palestiniens et les Arabes en général.

Tout ceci crée le climat favorable à des attaques particulièrement contre les

travailleurs immigrés. Outre les 259 yougoslaves de Peugeot-Sochaux (qui seraient en fait 300 à 400) c'est maintenant les ouvriers de Poissy-Simca et de Citroën qui sont en butte aux menaces racistes.

Un des résultats de la campagne sournoise actuelle, c'est d'amener un certain nombre de travailleurs immigrés, du fait de la précarité de leur emploi et de l'insécurité dans laquelle ils se trouvent à retourner dans leur pays.

Ne laissons pas les capitalistes renforcer les idées chauvines chez les travailleurs français.

Ne laissons pas les travailleurs immigrés en butte à la répression de la bourgeoisie.

Français immigrés, une seule classe ouvrière ! Tous unis dans la lutte contre le chômage !

Mais la bourgeoisie doit aussi tenir compte de son approvisionnement en pétrole qui est, aujourd'hui à la discrétion des pays arabes.

Jusqu'à maintenant, les bonnes relations nouées entre l'impérialisme français avec certains Etats arabes l'ont mis à l'abri d'une pénurie très grave. La crise du pétrole a révélé la vulnérabilité des économies des pays impérialistes, comment ces derniers sont en fait complètement tributaires du pillage des matières premières obtenues à vil prix.

La bourgeoisie française sent très bien que, si elle prenait l'initiative d'une campagne raciste ouverte et fanatique, avec des mesures brutales de rétorsion à l'encontre des travailleurs immigrés, elle s'exposerait inévitablement à de graves représailles de la part des pays arabes et notamment de l'Algérie (ne serait-ce que par pression des masses algériennes sur leur gouvernement).

Aussi la bourgeoisie impérialiste française, dans la situation vulnérable où elle se trouve, fait en sorte que pour l'instant, la campagne raciste ne dépasse pas certaines limites. Dans le même temps elle garde la possibilité si la situation l'exige, de changer de tactique et de se livrer à des mesures de répression massive vis-à-vis des travailleurs immigrés.

Pour être sournoise et feutrée la campagne raciste de la bourgeoisie n'en est pas moins réelle.

Dans la dernière période se sont succédées les déclarations gouvernementales-notamment de Gorse- appelant à une limitation de l'immigration et présentant les travailleurs immigrés comme les boucs émissaires du chômage. (« Il est normal que les travailleurs immigrés soient plus vulnérables au chômage, il faut proportionner les flux migratoires à l'évolution de la situation économique et sociale », « on ne peut pas recourir trop facilement à la main-d'œuvre étrangère sans que cela ait des inconvénients pour la communauté nationale et les étrangers eux-mêmes »).

Même si le ministre se garde bien d'appeler ouvertement à une réduction brutale de la main-d'œuvre immigrée employée en France, ses interventions renouvelées vont bien dans ce sens : accréditer l'idée que s'il y a du chômage en France, c'est la faute à l'immigration et non au capitalisme !

c.i.a. assassin les morts de marseille seront vengés



Manifestation à Marseille

lyon

L'odieux attentat du vendredi 14 décembre à Marseille a soulevé une profonde indignation parmi les travailleurs immigrés et leurs camarades de la région lyonnaise. Les Communistes de Front Rouge ont jugé nécessaire de riposter immédiatement à cet attentat et ont organisé plusieurs interventions samedi après-midi. Dès vendredi soir, ils proposaient à plusieurs organisations lyonnaises une manifestation pour le mardi. Ces organisations (dont le PSU et les Comités Français Immigrés) n'ont pas jugé utile de riposter immédiatement et ont repoussé cette proposition.

C'est donc à l'appel des seules organisations FRONT ROUGE, CIP et CACF que 500 personnes ont manifesté dans les rues de Lyon, mardi soir. Parmi eux, une très grande majorité de travailleurs immigrés dont plusieurs familles entières, femmes et enfants ; de nombreuses jeunes filles algériennes étaient venues en groupe, à la sortie de leur usine. Les manifestants, pleins de haine contre les responsables de l'attentat, reprenaient avec force, en français et en arabe les mots d'ordre de la manifestation : « CIA assassin », « les morts de Marseille seront vengés », « halte aux crimes racistes », « travailleurs français immigrés, même combat ». Autour de la manifestation et dans les rangs des manifestants, des camarades diffusaient Front Rouge et les militants des CACF leur journal « Même Combat ». Cette riposte rapide, organisée en à peine 2 jours, constitue un succès important. C'était l'initiative juste, à prendre à ce moment-là précisément, et c'est ce qui explique le caractère militant de la manifestation, et la large participation prolétarienne.

Bordeaux : riposte à une menace d'expulsion

Le 15, à l'appel du Comité de Soutien aux Travailleurs Immigrés (CSTI) s'est tenue à Bordeaux une réunion d'information sur les expulsions, qui a rassemblé plusieurs dizaines de personnes.

Au cours de cette réunion, de nombreux travailleurs immigrés ont dénoncé les manœuvres de la bourgeoisie française :

- elle intensifie le chômage : plusieurs immigrés ont été licenciés aux filatures d'Aquitaine.
- elle empêche l'entrée des familles des travailleurs en France (plusieurs cas à Bordeaux et à Toulouse), manœuvre supplémentaire pour préparer l'application du contrôle de l'immigration, prévu par la Circulaire Fontanet
- elle commence à tâter le terrain à Bordeaux : un travailleur tunisien est menacé d'expulsion de 9 janvier.

Le CSTI a décidé d'organiser la riposte

A la fin de la manifestation de mardi, un appel a été lancé pour participer encore plus nombreux à une nouvelle manifestation organisée le jeudi 20, à l'appel, cette fois-ci de plusieurs organisations lyonnaises dont FR, CIP, CACF, PSU, CFI, etc. . . Et en effet, on retrouvait jeudi la plupart des tra-

paris

Lundi 17 décembre, en fin d'après-midi, des milliers de personnes ont manifesté contre l'attentat de Marseille, à l'appel de nombreuses organisations dont « Front Rouge » et les CACF. Tout au long du parcours, de Stalingrad au Père Lachaise, en passant par le quartier populaire de Belleville, les manifestants, dont plusieurs centaines de travailleurs immigrés en tête du cortège ou derrière les banderoles de Front Rouge et des CACF, scandaient : « Nous vengerons nos camarades », « Le pétrole arabe aux peuples arabes », « travailleurs français immigrés une seule classe ouvrière », contre les véritables auteurs de l'attentat : « CIA assassin ».

A la fin de la manifestation, un camarade de « Front rouge » a pris la parole expliquant le mot d'ordre inscrit sur notre banderole : « CIA ASSASSIN ! », en reprenant les explications du dernier numéro du journal, diffusé sur le parcours. Le rassemblement s'est terminé par un appel à la grève du MTA, à laquelle les CACF appelaient également.

Des travailleurs des Câbles de Lyon à Gennevilliers, à leur 26ème jour de grève, participaient à la manifestation et ont recueilli 500 F au cours de leur collecte. Ils ont continué la collecte dans le métro, scandant jusqu'à Clichy : « Travailleurs français-immigrés, même patron, même combat ! »

à cette menace, en le liant à la dénonciation des crimes racistes. Il a participé à une manifestation le 17 décembre qui a rassemblé près de 300 personnes et qui, malgré les provocations des trotskystes de « lutte ouvrière » a parcouru la ville pendant plus de deux heures, avec prise de parole en français et en arabe dans les quartiers populaires.

Aujourd'hui le CSTI a entamé la mobilisation contre l'expulsion du travailleur tunisien dans les foyers des travailleurs immigrés, les foyers de Jeunes Travailleurs, sur les marchés et dans les usines.

Les marxistes léninistes y participent activement.

Villeneuve-St G. 2 ouvriers portugais assassinés

Le 5 décembre, deux jeunes travailleurs portugais, deux frères, Ramiro et

vailleurs qui avaient manifesté le mardi. La manifestation a regroupé 3000 personnes dont 500 travailleurs immigrés dans le centre de Lyon : encore un succès important pour les révolutionnaires lyonnais, succès qui aurait été encore plus grand si tous les organisateurs avaient accepté la proposition de riposte immédiate.

strasbourg

A l'appel du CACF, du CIP et des Communistes Marxistes-Léninistes de Front Rouge, 80 personnes se sont rassemblées place de la Bourse à Strasbourg le 19 décembre pour condamner l'attentat raciste de Marseille.

Les camarades avaient décidé de riposter du tac au tac, la mobilisation fut rapide et les flics n'ont pas hésité à décoller les affiches appelant à la manifestation.

Celle-ci fut un succès : pendant 3/4 d'heure, la manifestation a parcouru le quartier populaire de la Krutenau où logent un grand nombre d'immigrés. Un grand nombre d'entre eux a ouvert ses fenêtres, approuvant nos mots d'ordre : « Halte au racisme, Châtiment des coupables », « travailleurs français, travailleurs immigrés, même patron, même combat », « A bas la circulaire Fontanet », « Halte aux expulsions, halte au chômage ».

A la fin de la manifestation, un camarade du CACF accuse l'impérialisme US d'être l'instigateur du crime, condamne le racisme qui divise la classe ouvrière et profite aux capitalistes, la bourgeoisie qui veut faire payer le prix de la crise à la classe ouvrière. La manifestation s'est terminée sur l'intervention d'un camarade des CIP qui a dénoncé l'intervention de la CIA derrière le groupe de terroristes qui a détourné un avion à Rome.

Fernando Gomez Carneiro âgé de 20 et 19 ans, sont morts asphyxiés dans leur chambre. Leurs corps n'ont été découverts que 5 jours plus tard. Ils habitaient à Villeneuve-St-Georges, au 50, rue de Paris.

Ils sont les nouvelles victimes des conditions de vie que la bourgeoisie impose à la classe ouvrière et en particulier aux travailleurs immigrés. Dans le pâté de maisons-taudis qui se trouve au 50, rue de Paris, tout est vieux et pourri. Les frères Carneiro habitaient une minuscule chambre « meublée » au 1er étage pour 150 F par mois. L'appareil de chauffage qu'ils avaient, datait de la guerre de 14 ! Pas de chauffage sur la cheminée, l'eau a éteint le feu, la chambre s'est remplie de fumée et de gaz toxique qui ne pouvaient s'échapper, l'installation étant défectueuse.

Les propriétaires, vivent des profits qu'ils reçoivent des 10 familles, la plupart françaises, qui habitent là.

Justice doit être faite et les responsables doivent payer pour leurs crimes !



POUR
UNE
FORMATION
BOLCHEVIQUE

une leçon de la révolution d'octobre: LE PARTI COMMUNISTE DOIT AIDER LES MASSES A FAIRE LEUR PROPRE EXPERIENCE

Pour amener le prolétariat à faire la révolution, le Parti communiste ne peut se contenter de faire de justes analyses. S'il veut que le développement de la lutte des masses s'empare de ses perspectives, il doit savoir se mettre à leurs côtés même dans leurs erreurs. Seule cette attitude lui permettra d'expliquer sa position et de se faire entendre, d'obtenir la confiance des masses révolutionnaires. C'est ainsi seulement que le poids d'illusions paraissant énormes peut être renversé. Entre la révolution démocratique de février 1917 et la révolution d'octobre, les masses russes feront ainsi directement l'expérience du réformisme, et le balayeront sous la direction du parti.

La guerre mondiale interimpérialiste déclenchée en 1914 apportait aux masses russes une misère sans précédent car l'économie retardataire de la Russie ne pouvait soutenir une telle guerre. S'appuyant sur le désir grandissant du peuple de chasser du pouvoir le tsar fauteur de guerre, le parti bolchévique sut transformer la guerre de rapine en guerre civile contre le tsarisme, affaibli par une série de défaites. C'était la révolution de février, par laquelle le prolétariat russe renversait le régime féodal. Tout de suite se formèrent les soviets d'ouvriers et de soldats, dont les membres étaient élus par les masses et révocables, et qui représentaient les intérêts fondamentaux du peuple. Dans les villes où les affrontements avec l'autocratie tsariste ont été les plus violents, en février, le peuple était armé, les soldats à ses côtés. Les fonctionnaires tsaristes ont été immédiatement destitués par les soviets. L'appareil d'état tsariste n'existe plus. Les soviets sont donc un véritable pouvoir qui agit «par en bas», une dictature du prolétariat et de la paysannerie. Mais, grisée par les premiers succès de la Révolution et rassurée par les promesses des menchéviks et des socialistes révolutionnaires qui prétendent que tout ira bien maintenant, la grande masse des petits bourgeois, des paysans soldats et des ouvriers donnent leur confiance au Gouvernement provisoire.

Or, ce gouvernement représente la bourgeoisie impérialiste, il est soutenu par l'impérialisme français et anglais qui ont un intérêt à voir la chute du tsar pour que la guerre soit enfin prise en main, conformément à leur alliance contre l'Allemagne. Immédiatement après la révolution démocratique, ce gouvernement n'a en fait pas d'appareil d'état (police, armée, justice). Il ne fait pas le poids en face du peuple armé et organisé dans les soviets. C'est pourtant à ce gouvernement impérialiste que les soviets accordent leur soutien. Il y a donc deux pouvoirs: le gouvernement provisoire qui doit son existence aux réformistes majoritaires dans les soviets et qui, est dirigé par les réformistes menchéviks et socialistes révolutionnaires. Face à ce gouvernement, seuls les bolchéviks refusent leur caution. Ils expliquent que la révolution n'est pas terminée, et que c'est seulement la première étape qui a été accomplie. Lénine montre que le gouvernement impérialiste «commis de la firme financière Angleterre France» n'a pas l'intention d'accorder la paix, le pain et la terre réclamés par le peuple, car cela irait contre ses intérêts de classe. La première tâche du Parti Bolchévique est donc de dénoncer le caractère impérialiste du gouvernement, d'expliquer pourquoi il est incapable

de satisfaire les besoins immédiats des masses.

Cette situation ne peut durer, car la bourgeoisie, si elle veut atteindre ses buts, doit reconstruire son appareil d'état. De l'autre côté le peuple s'aperçoit petit à petit de la nature du gouvernement, voit que ses promesses ne sont que du vent. Le Parti profite de la liberté gagnée par les soviets pour diffuser largement sa propagande, pour développer le mouvement des soviets. «Ouvriers vous avez accompli des prodiges d'héroïsme prolétarien et populaire dans la guerre civile contre le tsarisme. Vous devez accomplir des prodiges d'organisation prolétarienne et populaire pour préparer votre victoire dans la seconde étape de la révolution», lance Lénine. Le passage de tout le pouvoir aux soviets pourrait s'opérer de manière pacifique car la bourgeoisie n'a pas encore reconstitué son appareil de répression. La tactique du Parti est alors de tout mettre en œuvre pour gagner la majorité dans les Soviets. Par cela, il se montre le défenseur conséquent des masses dans leurs revendications à court et à long terme, il continue à dénoncer faits à l'appui la nature du gouvernement, il popularise son programme pour remédier à la crise (nationalisations des industries, nationalisations des terres, suppression de l'armée remplacée par la milice prolétarienne...) explique inlassablement la nature de la guerre qui continue. Le parti part du niveau des masses, de leurs besoins, pour faire avancer le mot d'ordre «tout le pouvoir aux soviets».

Cette juste ligne battait en brèche deux conceptions erronées: — L'une de droite mettait l'accent sur le risque d'isolement du Parti par rapport aux masses en disant que sa position était à contre courant Lénine rétorquait: «Nous sommes isolés? Et alors, être majoritaires aujourd'hui c'est être chauvins, c'est capituler devant la petite bourgeoisie, c'est livrer le prolétariat à la bourgeoisie». Le parti ne doit pas se mettre à la remorque des masses, approuver servilement leurs initiatives, mais expliquer la situation réelle, montrer le chemin, savoir attendre que les plus

larges masses fassent l'expérience elles-mêmes de la justesse des analyses et des propositions du parti.

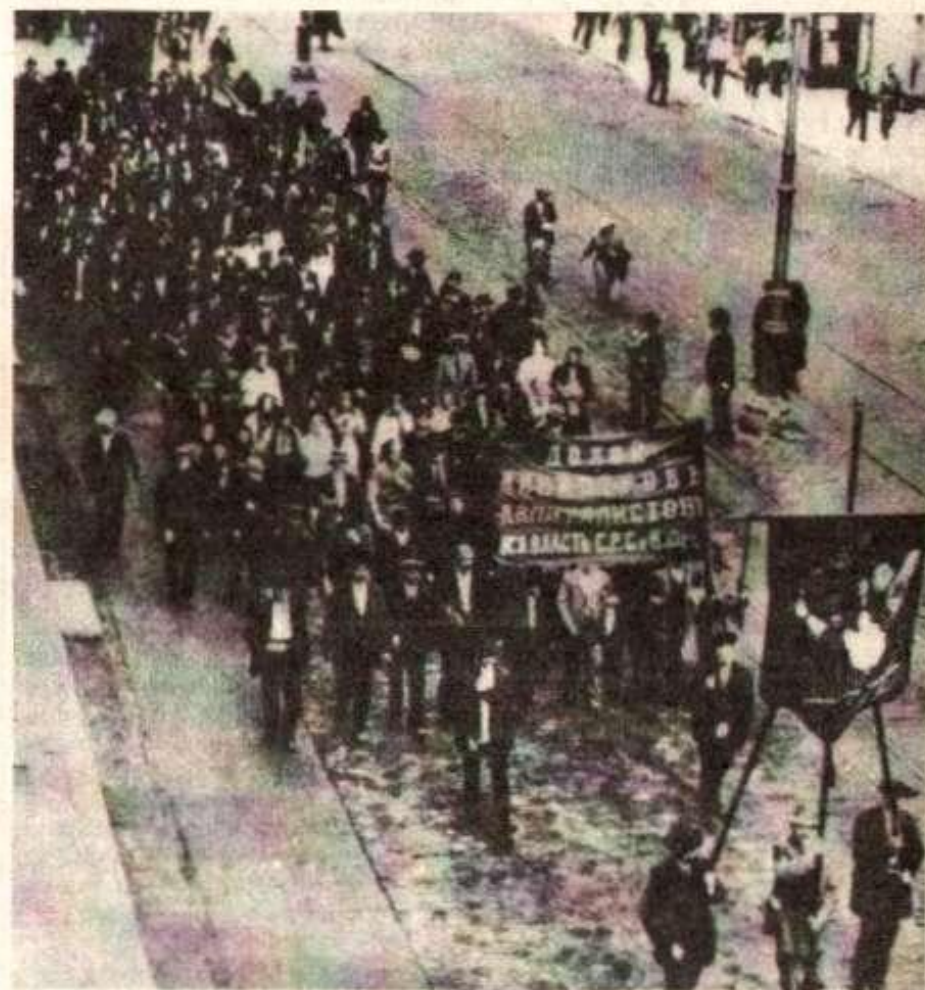
— L'autre erreur était de gauche: impatients, certains membres du Parti voulaient qu'on renverse le gouvernement provisoire tout de suite, alors que les clivages au sein de la petite bourgeoisie n'étaient pas faits: cela signifiait sacrifier une grande partie de cette couche qui devait en réalité être gagnée. Le rôle du Parti est d'avoir une vision d'ensemble de la situation; il doit empêcher des actions spontanées compromettant la révolution. Le déclenchement de la révolution ne se fait pas sur un coup de dés: le parti décide d'une façon scientifique faisant entrer toutes les données en ligne de compte, en évaluant toutes les forces. Pétrograd ne peut faire la révolution pour toute la Russie, le prolétariat ne peut la faire seul.

Ce danger fut particulièrement net à Cronstadt où le Soviet rejeta le Gouvernement provisoire. Ce gouvernement aurait facilement écrasé Cronstadt, car les masses ne comprenaient pas, dans leur grande majorité, la trahison du gouvernement provisoire et n'auraient donc pas été solidaires. Lénine mena les négociations entre le Soviet de Cronstadt et le gouvernement. La situation évolue rapidement et démontre chaque jour la justesse des positions du parti. En Avril, une première crise éclate car le gouvernement a réaffirmé son attachement aux traités impérialistes. Une manifestation de 100.000 personnes crie les mots d'ordre du parti «A bas la guerre», «Tout le pouvoir aux Soviets». Six ministres «socialistes» menchéviks et socialistes révolutionnaires entrent au gouvernement pour donner le change. La bourgeoisie s'en servira de paravent pour se préparer à prendre tout le pouvoir. Mais les bolchéviks progressent, la bourgeoisie et son nouveau gouvernement n'ont pas un masque bien solide. Le Parti met en garde le prolétariat contre l'influence des menchéviks et des socialistes révolutionnaires, dans les soviets qui abandonnent peu à peu leur pouvoir à

la bourgeoisie. Malgré une manifestation de 400.000 personnes le 18 Juin, le gouvernement lance une offensive sur le front. Nouvel échec qui commence à démasquer les réformistes au pouvoir. Début Juillet, la crise est grave. Des manifestations spontanées montrent la colère des masses. Elles deviennent rapidement une gigantesque manifestation armée. Le Parti était contre cette manifestation: «Il considérait que la crise révolutionnaire n'était pas encore mûre, que l'armée et la province n'étaient pas encore prêtes à soutenir l'insurrection de la capitale; qu'une insurrection isolée et prématurée dans Pétrograd ne pouvait qu'aider la contre-révolution à écraser l'avant-garde de la révolution» (hist. du PCB). Mais il ne fallait pas compter

arrêter la manifestation. Le Parti n'hésita pas un instant pour se mettre à sa tête, et la transforma en une énorme manifestation pacifique et organisée. Cette attitude nous montre qu'un parti communiste doit savoir «accompagner» les masses même dans leurs erreurs, pour qu'elles aient confiance en lui et tirent avec lui le bilan des échecs. Comment le prolétariat aurait-il confiance dans son parti si celui-ci se contentait de dire de l'extérieur «ne faites pas ceci ou cela»?

C'est en adoptant toujours une juste position par rapport aux problèmes des masses, en partant de leur niveau pour l'élever, sans pour cela marcher cent lieues devant elles, que le PCB a conduit le prolétariat russe à la victoire.



A bas les ministres capitalistes, tout le pouvoir au soviets manifestation à Pétrograd en juillet 1917

offrez des romans révolutionnaires...

NICOLAS OSTROVSKI

Et l'acier fut trempé 19,00

La vie d'Ostrovski, c'est à dire la vie d'un combattant bolchévique durant la guerre contre les blancs, la lutte pour l'édification du socialisme. Le récit passionné d'un combattant totalement dévoué au Parti Bolchévique.

NICOLAS OSTROVSKI Enfants par la tempête 14,00

C'est le premier livre d'une série consacrée à la Révolution Polonoise, qu'Ostrovski ne put définir. Ostrovski y décrit le combat des ouvriers polonais. Il y montre le rôle d'organisateur des communistes et comment ceux-ci mènent les masses au combat armé.

FATMIR GJATA

Le Marais 23,00

Roman albanais sur la période qui suivit directement la libération. Pour la 1ère fois dans son histoire, le peuple albanais, par ses propres moyens reconstruit le pays. Des volontaires de tout le pays vont travailler à assécher les marais qui sont aujourd'hui parmi les zones les plus riches. Mais la tâche est rude, et les impérialistes font tout

pour saboter cet effort extraordinaire du peuple albanais.

NGUYEN DUC TUAN

Indomptable 12,00

C'est le récit vécu d'un responsable du Parti au Sud Viet Nam arrêté par la police saïgonnaise et déporté à Poulo Condor. Il fut l'un des dirigeants et l'un des survivants de la lutte héroïque des prisonniers politiques, lutte qui se poursuit aujourd'hui plus que jamais.

MAXIME GORKI

La Mère 7,50

Ce roman, devenu classique dans la littérature du mouvement ouvrier, est le récit de la lutte des ouvriers russes sous le tsarisme, et, plus particulièrement, de la prise de conscience de la mère d'un ouvrier révolutionnaire.

VALENTIN KATEIEV

Au loin une ville 12,00

Deux garçons vivent ensemble à Odessa, les journées de la Révolution de 1905, la «répétition générale» disait Lénine.

ALEXANDRE FADEEV

La jeune garde 11,40

Les armées nazies ont envahi une

partie de l'Union Soviétique. L'Armée Rouge se prépare à la contre-attaque. Mais le Parti Bolchévique ne laisse pas une journée de répit à l'envahisseur. A Krasnodon, le Parti charge les Komsomol d'organiser la Résistance. C'est «la jeune garde». Tous donneront leur vie.

ALEXANDRE FADEEV

Le dernier des Oudégués 11,40

C'est une vaste fresque de la Révolution, et de la guerre civile dans la partie extrême orientale de la Russie, limitrophe de la Corée. Tout au long du livre, qui retrace la lutte des partisans et celle des ouvriers, s'affrontent la ligne du Comité de Parti et celle du Comité Révolutionnaire.

ANH DUC

Hon Dat 7,50

1961: L'armée fantôme de Diem pénètre dans le village de Hon Dat. Pendant onze jours, des milliers de soldats et des conseillers américains sont tenus en échec par 19 résistants retranchés dans une grotte, et par la population du village. Prix de littérature du Sud Viet Nam (période 1960-1965)

ANTON MAKARENKO

Le drapeau sur les tours 13,00

La «commune Dzerjinski» était, en URSS, une commune où se regroupaient les jeunes plus ou moins délinquants, ceux que les années de guerre civile avaient déracinés. Rien ne les retenait à la Commune, si ce n'est le désir de changer, de jouer un rôle dans leur pays, devenu Socialiste.

RECUEILS DE NOUVELLES ALBANAISES:

Les prairies vierges

3,00

Récits de Dh. S. Shiteriqi.

6,00

TCHEN TCHANG-FENG

Avec le président Mao

3,00

1934-1936. Sous la direction du Parti Communiste Chinois, l'Armée Rouge accomplit sa fameuse «Longue Marche». Tchen Tchang-Feng était chargé de veiller à la sécurité du président Mao. Ce sont ses souvenirs, son témoignage, accompagnés de repères historiques que vous trouverez dans ce livre, publié aux éditions de Pékin en 1972.

Ces livres peuvent être commandés à la LIBRAIRIE POPULAIRE — 226 rue DUGUESCLIN — 69 LYON (3ème)

Règlement à librairie populaire CCP 7435 - 58 LYON

EUROPE : les relations avec l'impérialisme us au cœur des débats actuels

Georges Pompidou peut plastronner à la télévision sur le succès de son initiative, le «sommet» de Copenhague, il peut pourtant difficilement cacher que les choix décisifs sur l'Europe à construire n'ont pas encore été fait par l'impérialisme français. Il peut aussi difficilement cacher que rien de bien tranché n'est sorti de Copenhague, et qu'au delà d'affirmations de principe assez générales, les «9», quand ils passent au stade des résolutions concrètes ont bien du mal à définir une position commune ; c'est ce qui s'est vu au lendemain de Copenhague où les ministres des affaires étrangères européens ont été incapables de s'entendre sur la question du «Fond Européen de Développement Régional», les Etats demandeurs sur cette question (Angleterre et Italie) parlant même de remettre en cause des décisions précédentes où ils avaient consenti des concessions sans contrepartie. On le voit, le «succès de Copenhague» n'a en rien permis de résoudre ces problèmes précis.

D'où vient cette indécision qui ressort des multiples réunions européennes tenues ces derniers mois ? Avant tout des questions qu'il s'agira tôt ou tard de trancher concernant «L'Europe politique» à construire. Tant que l'affirmation de l'Europe, des 6 d'abord, des 9 ensuite s'est faite essentiellement au niveau économique (suppression des barrières douanières, «libre» circulation des capitaux...) une très large marge de manœuvre restait aux différents gouvernements européens pour traiter les différents problèmes politiques dont dépendaient leurs intérêts (relations avec les autres impérialismes, avec les pays dominés...). Par exemple, la participation à l'Europe des 6 a pu s'accompagner pour l'impérialisme français de nombreuses mesures politiques parfaitement contradictoires avec celles de son partenaire allemand, très dépendant à l'époque de l'impérialisme US ; c'est entre autre toute la politique gaulliste de remise en cause de l'hégémonie US, par le retrait de l'OTAN, la revendication de l'étalon-or, les liens privilégiés pour l'époque, noués avec l'URSS, la Chine... Quand aujourd'hui est posé le problème de l'unité politique des 9, à réaliser avant 1980, c'est au contraire, l'abandon de toute autonomie propre pour la politique impérialiste de chacun des 9 qui est réclamé, ce qui exige déjà de commencer à réaliser une politique

monétaire commune, une politique militaire harmonisée, une coïncidence des relations des différents pays européens avec les superpuissances... Chaque impérialisme européen est d'autant plus freiné dans l'acheminement vers cette perspective qu'il entend, bien entendu, faire cette «unité» à son profit et au détriment de ses rivaux ; ce qui rend d'autant plus difficile la définition de cette Europe qu'il s'agit de construire et les pas qu'il faut franchir pour s'y acheminer.

LA QUESTION DES LIENS DE L'EUROPE ET DES U.S.A.

Au cœur des débats actuels, c'est avant tout la question des relations Europe-USA qui ressort. En effet pour les impérialismes européens, 2 voies divergentes s'offrent à eux : construire une Europe largement dépendante de l'impérialisme US, incapable à elle seule d'affirmer et de faire triompher des choix propres ; ou au contraire, construire une Europe impérialiste capable de s'opposer à l'hégémonie des 2 super puissances. De l'orientation choisie, dépendent aujourd'hui les décisions immédiates que doivent prendre les 9 pour avancer vers l'unification, qu'il s'agisse des décisions monétaires, militaires, énergétiques... Et justement, les récentes discussions sur ces 3 points ont clairement montré ces 2 voies, et les hésitations qui marquent la conduite de chacun des 9.

Front Rouge, la semaine dernière a montré que les propositions de la France (négociation directe d'état européen à état arabe pour des contrats à long terme de livraison de pétrole) se heurtaient aux propositions US («groupe d'action de l'énergie» qui devait regrouper sous la houlette de l'impérialisme US, les pays consommateurs de pétrole). Ces contradictions sur la question de l'énergie ne s'arrêtent pas là. L'énergie atomique pouvant devenir rapidement compétitive, compte tenu des hausses rapides du pétrole, les pays européens se sont concertés pour mettre au point une politique commune de production d'uranium enrichi, puisqu'actuellement ce sont les USA qui ont le quasi-monopole de cette production. Deux projets s'affrontent : le projet français dit de «diffusion gazeuse» qui rallie la France, la Belgique, l'Espagne, l'Italie et la Suède (EURODIF) et le projet dit de «l'ultra-centrifugation» mis au point aux USA et qui rallie l'Angleterre, l'Allemagne, la Hollande, (URENCO). Ce deuxième projet donnerait une large possibilité de

contrôle à l'impérialisme US puisque ce serait lui qui serait au départ chargé de construire l'usine de production ! Quant au projet français, il donnerait la prééminence à l'impérialisme français qui maîtrise déjà ce procédé puisqu'il est déjà utilisé à Pierrelatte pour les applications militaires. A Copenhague, en fait, les 9 ont refusé de trancher. La mise sur pied d'une commission sur l'énergie, la tentative de concilier 2 projets techniquement inconciliables, illustrent parfaitement le seul consensus qui s'est réalisé au niveau des 9 : avant tout éviter de s'engager sans possibilité de reculer dans une voie, celle de l'Europe dépendante des USA, ou celle d'une Europe «indépendante».

Les discussions sur la «défense européenne» confirment entièrement les choix auxquels sont confrontés les impérialismes européens. Si le projet est d'édifier une Europe vassale des USA, alors la présence des troupes US en Europe est une nécessité de premier plan, et les puissances européennes doivent être prêtes à supporter toutes les conséquences, puisque, entre autres, l'impérialisme US entend faire supporter l'entretien de ses forces armées par les peuples d'Europe. Si, au contraire, le projet est d'édifier une Europe «indépendante», alors ce qu'il s'agit de mettre avant tout à l'ordre du jour, c'est la constitution d'une force armée européenne indépendante de l'OTAN et de l'impérialisme qui la domine. Il est significatif qu'en même temps que l'impérialisme français réunissait l'UEO, organisme regroupant 7 des «9» pour discuter des questions militaires, il y faisait affirmer par son ministre des affaires étrangères Jobert au Conseil de cet UEO : «Pour que sa voix soit écoutée et respectée l'Europe doit être forte et résolue à se défendre... L'alliance atlantique à laquelle nous appartenons et à laquelle nous tenons demeure aussi indispensable à la sécurité des Etats Unis qu'à celle de l'Europe... La fidélité à celle-ci n'est nullement incompatible avec la nécessité devant laquelle l'Europe se trouve aujourd'hui d'assurer la responsabilité de sa défense qui devient chaque jour, en fonction des évolutions stratégiques, plus spécifique, c'est à dire pour l'heure de plus en plus abandonnée à elle-même. Il faudra bien que de cet état, elle se relève». Ainsi, d'un côté l'impérialisme français renouvelle ses affirmations sur la nécessité de la présence des troupes US en Europe, de l'autre, il appelle l'Europe à assurer la responsabilité de sa défense de manière

propre. On ne peut être plus ambigu. Sa position peut aussi bien être interprétée comme une position pro-yankee que comme la tentative de s'arracher de la domination militaire US en Europe. De cette manière, l'impérialisme français se réserve de faire un choix pour plus tard... aucune des 2 voies n'est fermée.

Les discussions sur les questions monétaires tournent aussi autour de cette question des relations avec l'impérialisme US. Pendant toute la période gaulliste une revendication permanente de l'impérialisme français était celle de l'étalon or, référence pour toute monnaie. Il s'agissait à l'époque de refuser le papier dollar émis sans restriction par l'impérialisme US alors qu'il n'était gagé sur rien du tout et surtout pas sur l'or... A Nairobi, en octobre 73, lors de la dernière réunion du Fond Monétaire International (FMI), Giscard d'Estaing a officiellement renoncé à cette revendication. Il a affirmé son accord avec la réforme du système monétaire, qui remplacerait l'or par des «droits de tirage spéciaux» (D.T.S.) sorte de monnaie papier internationale émise par le FMI, qui jouerait le rôle jadis dévolu à l'or. Concession apparente aux thèses US, mais qui ne pourra apparaître qu'avec l'application de cette réforme, prévu au plus tôt en juillet 73.

En fait dans ces trois problèmes (énergie, «défense», monnaie), il apparaît qu'aucune position sans retour possible n'a été prise par les «9». Toutes les résolutions «nègre-blanc» adoptées à Copenhague vont dans ce sens : jamais on trace de claires lignes de démarcation avec le rival US, jamais non plus on ne renonce à une position qui à terme pourrait devenir contradictoire avec la volonté d'hégémonie des USA. Cette indécision qui apparaît à Copenhague n'est pas seulement le fruit d'un équilibre des différentes positions prises par les 9. C'est aussi le fruit de l'indécision qui caractérise l'action de plusieurs gouvernements européens concernant ces problèmes.

L'IMPERIALISME FRANCAIS N'A PAS CHOISI

C'est particulièrement le cas du gouvernement français. On a vu par exemple comment sur la question de la défense, la position défendue par JOBERT laisse la porte ouverte aux deux alternatives : liens resserrés ou distendus avec l'impérialisme US. Sur la question de l'énergie la position française apparaît plutôt comme en contradiction avec l'impérialisme US,

alors que la nouvelle position monétaire de la France apparaît comme un glissement vers les positions US. Mais dans l'un comme dans l'autre cas, rien n'est suffisamment avancé, pour que la situation soit irréversible. Cette indécision trouve son reflet dans les positions des différents partis bourgeois, qu'ils soutiennent le gouvernement ou pas. Les élections de mars 73 ont déjà permis à la bourgeoisie de saper le rôle hégémonique de l'UDR au gouvernement comme au parlement. C'était la traduction de l'abandon des thèses politiques périmées du gaullisme sur «l'indépendance nationale» ; le vieux projet gaulliste qui s'incarnait dans l'UDR, s'il avait permis à l'impérialisme français de se tailler une place entre les deux super puissances dans les années 60 était un obstacle au début des années 70 au tournant qu'entendait prendre l'impérialisme français : construction de l'Europe, nouveaux liens avec l'impérialisme US... Aujourd'hui au sein même l'UDR des contradictions apparaissent, alors que Debré attaque le gouvernement, et plus particulièrement Giscard d'Estaing, pour l'abandon de la politique gaulliste, c'est Chaban Delmas qui au cours du congrès de l'UDR réclame que l'on «pousse les feux» vers l'Europe politique. Quant à ceux qui sont en attente de portefeuilles ministériels, les centristes «d'opposition» de Lecanuet, ils réclament d'aller plus vite encore vers l'Europe et on se doute de par leur passé que la soumission de cette Europe à l'impérialisme US ne serait pas ce qui les gênerait le plus. Entre les positions d'un Debré, et d'un Lecanuet, il y a la politique du gouvernement impulsée par Pompidou et qui aujourd'hui se résume à : ne pas choisir. S'agit-il de construire une Europe indépendante, un peu comme De Gaulle concevait une «France indépendante» ? Ou s'agit-il de construire une Europe vassale des USA ? aucune des deux alternatives n'est pour l'instant tranchée.

Les travailleurs doivent rester vigilants. L'absence de choix clairs faits par l'impérialisme français multiplie les dangers qui les guettent.

**A BAS LA DOMINATION US SUR LES PEUPLES EUROPEENS
A BAS LA POLITIQUE ANTI-OUVRIERE DES «9»
A LA BOURGEOISIE DE PAYER SA CRISE**

HALTE A LA REPRESSION YANKEE - FRANQUISTE

Depuis le 1er Mai, depuis les grandes grèves de Pampelune, une grande vague de répression s'est abattue sur les peuples espagnols.

— Des dizaines et des dizaines de militants du F.R.A.P. arrêtés dans toute l'Espagne, torturés et détenus illégalement, accusés de l'exécution d'un flic espagnol le 1er Mai à Madrid.

— Notre camarade Cipriano MARTOS, membre du PCE (ml) assassiné dans les locaux de la Guardia Civil, ainsi que José ARTECHE, militant de l'ETA.

— Un militant du FRAP, Ignacio SANCHEZ blessé à la frontière franco-espagnole.

— 3 militants antifascistes Oriol SOLE, Puig ANTICH et SUNGRANES, après un simulacre de procès risquent la peine de mort.

— 10 dirigeants des Commissions Ouvrières sont actuellement «jugés» à Madrid, après 18 mois de détention. Leur seul crime est, selon la dictature fasciste, d'avoir eu une «mauvaise conduite sociale» : ils risquent de 10 à 20 ans. En fait, ce qui leur est reproché, c'est d'avoir, en tant que délégués élus, dirigé des luttes dans leurs usines ; ce que la dictature veut interdire à la classe ouvrière espagnole, à travers ce procès, c'est toute lutte revendicative.

HALTE A LA REPRESSION ET AUX ASSASSINATS COMMIS PAR LA DICTATURE YANKEE-FRANQUISTE !

En accentuant ainsi la répression, Franco espérait opérer en douceur la passation des pouvoirs à ses successeurs désignés, le sinistre Carrero Blanco et l'apprenti roitelet fasciste Juan Carlos.

Opération manquée, puisque Carrero Blanco vient de recevoir le châtiment qu'il méritait : il a crevé comme un chien, propulsé jusqu'au 4ème étage d'un immeuble par l'explosion d'une charge de plastic. Justice est faite, car s'il en est un qui méritait ce châtiment, c'est bien le sinistre Carrero Blanco, bras droit de Franco depuis 30 ans, qui avait la haute main sur la Police politique et avait joué un rôle de premier plan lors de la signature des accords de 1951 de vente de l'Espagne à l'impérialisme US.

Dans l'immédiat, Franco se trouvera un autre successeur, mais la dictature franquiste est menacée. Elle est menacée, non pas par la politique de collaboration de classe que le révisionniste Carillo veut imposer aux peuples d'Espagne : «Nous pensons exclusivement à la nécessité de dépasser la guerre civile, déclare un récent appel du P.C.E. Pour cela sont indispensables un dialogue, une convergence qui rompe les barrières entre ceux qui disent vouloir changer le système de l'intérieur et tous ceux qui, pendant des décennies ont été implacablement écartés de toute

légalité...» Bref, un appel du pied à la fraction, qualifiée pour l'occasion de libérale, de l'appareil yankee-fasciste, pour qu'elle accepte la collaboration des révisionnistes. C'est cette ligne de trahison qui a conduit les commissions ouvrières à condamner les manifestations du FRAP au 1er Mai et qui a conduit des militants du P.C.E., pourtant emprisonnés à Carabanchel, à saboter les luttes dirigées par le FRAP à l'intérieur de la prison.

Pour le régime fasciste, la principale menace ne vient pas non plus de la multiplication des attentats terroristes, mais des luttes de plus en plus massives, violentes et authentiquement révolutionnaires qu'entreprennent la classe ouvrière et les peuples d'Espagne, selon la voie du 1er Mai 1973 tracée par le FRAP : la guerre populaire pour renverser la dictature yankee-fasciste. C'est ce que traduisent les luttes récentes en Espagne, celle des 10.000 mineurs des Asturies, depuis 9 semaines, des 4.000 ouvriers de l'usine textile «La Seda» à Barcelonne, les affrontements violents à Valladolid et Pampelune entre les flics fascistes et les ouvriers de Gasa-Renault et du bâtiment.

CONTRE LA VIOLENCE REACTIONNAIRE ET SANGLANTE DU FASCISME, VIVE LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE !



Carrero Blanco bras droit de Franco, d'après une caricature de «Vanguardia Obrera» organe du PCE(ml)

**EN RAISON DE LA FIN DE L'ANNEE
LE PROCHAIN NUMERO DE FRONT ROUGE
PARAITRA LE 10 JANVIER 1974**

genève

DES RATEES DANS LA MANOEUVRE DES 2 SUPERGRANDS

La Conférence de Genève s'est finalement ouverte le 21 Décembre. Convoquée à l'initiative des deux superpuissances, cette conférence dite de la « paix », ne doit pas semer beaucoup d'illusions. Comme au moment du cessez-le-feu fin octobre, le principal souci des deux supergrands est de revenir à une situation de « ni guerre ni paix », d'éteindre les flammes allumées par la colère des peuples arabes, tout cela en vue de reprendre en main la situation au moyen Orient. Il est clair que leur but n'est pas de remettre en cause l'existence d'Israël et de reconnaître les droits des palestiniens à vivre sur leur territoire, bien au contraire : Israël n'est pas prêt à évacuer tous les territoires occupés depuis 67, comme le demandait la résolution de l'ONU, pourtant favorable à l'Etat d'Israël. C'est pour cette raison que pour l'instant la Syrie refuse d'y participer : « toutes les données actuelles révèlent l'existence d'une série de manœuvres tendant à servir les intérêts israéliens et à transformer la conférence en une réunion qui sera consacrée à examiner des questions partielles, ce qui ferait traîner en longueur les discussions... Ces discussions interminables s'enliseraient de façon à détourner l'attention de la question essentielle, à savoir l'établissement d'un calendrier pour le retrait total des territoires occupés en juin 67 et l'élaboration d'une formule précise garantissant les droits du peuple palestinien » a déclaré le porte-parole du gouvernement syrien. Il est certain que la conférence n'est par partie sur les meilleures bases pour les deux superpuissances, malgré les voyages de Kissinger et des soviétiques dans les

différentes capitales et toutes les tentatives pour discréditer l'OLP ou faire croire qu'elle était prête à accepter l'existence de l'Etat d'Israël. En fait, les deux superpuissances ont dû concéder la présidence à Waldeim, secrétaire général de l'ONU, elles n'ont pu obtenir la présence que de l'Egypte et de la Jordanie. Elles n'ont pu aller à l'encontre de la décision du sommet arabe d'Alger déniant à Hussein le droit de représenter le peuple palestinien à ces négociations. Dans ces conditions, et avec l'absence d'intéressés de premier ordre, la Conférence de Genève rate l'objet que lui attribuaient les 2 superpuissances. Il n'est pas impossible qu'Israël soit forcé de faire quelques concessions à cause de ce rapport de force peu favorable. Mais l'essentiel est ailleurs, dans la lutte des peuples arabes et palestiniens pour infliger des défaites encore plus cinglantes à l'impérialisme et au sionisme.

« Les jours où les superpuissances pouvaient manipuler et dominer les affaires mondiales sont révolus. Ni une superpuissance, ni les deux réunies ne peuvent imposer leur volonté aux peuples du monde... Les peuples arabes et palestiniens sont animés d'une ferme volonté et politiquement consciencieux. Eprouvés et aguerris dans la lutte contre l'agression menée dans les années passées et ces derniers mois, ils ne se laissent ni malmenés, ni duper par les deux superpuissances ».

A bas la collusion des deux superpuissances contre les peuples arabes !
Vive la lutte des peuples arabes !
A bas l'Etat sioniste !

rome: 40 morts

UNE MACHINATION US-SIONISTE CONTRE LA RESISTANCE PALESTINIENNE

L'assassinat d'une trentaine de personnes, dont des travailleurs italiens, à l'aéroport de Rome, n'est certainement pas, comme le prétendent hystériquement les commentateurs attirés de la bourgeoisie, l'oeuvre de la Résistance Palestinienne. Depuis son conseil National de janvier 1973, l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) a clairement affirmé son orientation : guerre populaire prolongée dans les territoires occupés par Israël depuis 47 devant déboucher sur la destruction de l'Etat raciste, fasciste, expansionniste d'Israël, et l'instauration d'un Etat palestinien libre et démocratique. Non seulement l'OLP a clairement expliqué que les détournements d'avions ne faisaient nullement partie de sa stratégie, mais encore elle a publiquement dénoncé d'opération de Rome, ainsi que certaines des précédentes comme l'oeuvre de provocateurs !

En effet, à qui profitent ces crimes à la veille de la convocation de la Conférence de Genève ? Aux sionistes et à leurs maîtres, l'impérialisme US. Kissinger et Golda Meir avaient déjà marqué leur colère de voir la conférence au sommet des pays arabes tenue le mois dernier à Alger, reconnaître l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien, déniant ainsi tout droit à Hussein, ce fantôme US, de « négocier » la terre des Palestiniens. Qui d'autre que l'impérialisme US avait intérêt à jeter le discrédit sur l'OLP pour affaiblir sa position sur la conférence de la « paix » en réhabilitant du même coup Hussein comme « représentant valable » des Palestiniens ? C'est l'impérialisme US et les sionistes qui ont manipulé le commando !

De même, à qui profitent ces crimes au moment précis où sont discutés en Europe les problèmes de l'approvisionnement en pétrole ? Qui a intérêt à voir échouer le projet de négociations directes de contrats de vente de pétrole à long terme entre les pays européens et les pays arabes, contrats qui mettent à l'écart les trusts US des compagnies de pétrole, contrats qui empêchent le contrôle par l'impérialisme US de l'approvisionnement des pays européens en pétrole ? C'est l'impérialisme US ! C'est lui qui a intérêt à envenimer les rapports entre pays européens et pays arabes pour faire échouer ces négociations. Hier, c'était la CIA qui manipulait tels ou tels hommes de main fascistes, faisait assassiner cinq personnes au consulat d'Algérie à Marseille, soulevant ainsi la colère justifiée des travailleurs arabes en France et rendant de ce fait plus difficiles les négociations entre la France et les pays arabes. Aujourd'hui, c'est toujours la CIA qui, manipulant un commando, assassine à Rome pour obliger l'Italie, un des pays européens prêt à signer des accords directs pour le pétrole avec les pays arabes, à renoncer à de tels contrats. Déjà des voix s'élèvent en France, en Italie, pour réclamer la surveillance accrue des consulats de pays arabes !

CIA ASSASSIN !

Travailleurs français et immigrés, les crimes de Marseille et de Rome sont le prétexte à une relance effective de la campagne raciste. Une telle campagne cherche à vous diviser, cherche à présenter les travailleurs arabes comme responsables de la crise qui sévit, du chômage qui se développe. Rejetez ces

incitations ! Si aujourd'hui le gouvernement, pour poursuivre ses négociations directes avec les Etats arabes pour la fourniture de pétrole, ne se fait pas un haut parleur très puissant de cette campagne raciste, il n'a pas changé de nature, il est prêt, s'il veut recourir à des expulsions massives, s'il veut faire dévier la colère des travailleurs contre le chômage, à s'appuyer sur la campagne actuelle, à renouveler sa campagne de septembre 1973.

IMPERIALISME FRANCAIS COMPLICE !

DECLARATION : le Fath

« Le mouvement al Fatah dénonce cette opération qui a fait des victimes innocentes. Tout en portant tort à la cause du peuple palestinien, cette opération n'a pas de rapport avec la véritable lutte que mène le peuple palestinien et ne se situe pas dans son champ d'action ».

I' OLP

« La Révolution Palestinienne, qui a clairement et fermement défini sa position contre de tels actes de violence, nuisibles à la cause palestinienne, réaffirme qu'aucun combattant palestinien ne pourrait accomplir un tel acte ».

Ces actes sont fondamentalement opposés aux intérêts du peuple palestinien et ne servent en dernière analyse que les complots de l'ennemi contre notre peuple... »

Jérusalem, 17 décembre : la police sioniste charge une manifestation de lycéennes palestiniennes.



c'est en territoire occupé que se décide l'avenir du peuple palestinien

Les sionistes organisent en ce moment une vague de terreur dans les territoires occupés. Face à cette répression fasciste, les masses palestiniennes ont organisé de nombreuses manifestations de protestation. Selon Wafa, les plus importantes se sont déroulées à Jérusalem, Ramallah, Bira, Hébron et Naplouse. L'armée israélienne n'a pas hésité à charger ces manifestations, tuant et blessant des femmes à Naplouse.

l'expulsion par les sionistes de nombreux palestiniens vers la Jordanie, et contre les arrestations massives de Palestiniens. Pendant 3 jours, les femmes palestiniennes ont occupé les édifices municipaux de Naplouse, Bira et Ramallah. Les écoliers de ces villes se sont joints à ce mouvement. Les sionistes ont procédé à des centaines d'arrestations. Ils ont fermé le collège de Ramallah, en déclarant que « les élèves du collège sont des sympathisants du mouvement palestinien de la Résistance » et appuient les revendications au sujet de l'évacuation des territoires arabes occupés par Israël ».

Voilà bien ce que craint par dessus tout le sionisme : la Résistance du peuple palestinien, dans les territoires qu'il occupe. La répression fasciste qu'il lance contre les masses palestiniennes ne le sauvera pas. Elle ne fera que décupler la juste colère des patriotes palestiniens !

les calomnies sionistes sur les prisonniers en syrie : un moyen de détourner l'attention de la terreur fasciste contre le peuple palestinien

Les sionistes de tous bords accusent les syriens de torturer, tuer, faire disparaître les prisonniers israéliens de la guerre d'Octobre. C'est là pur mensonge. La Télé française, qu'on ne peut soupçonner de la matière, a même fait voir sur ses écrans ces prisonniers que l'on dit « la proie des procédés barbares ». Ils ont affirmé au contraire qu'ils étaient bien traités, que les blessés étaient soignés, et qu'ils parlaient en toute liberté.

Les sionistes ne manquent pas de culot quand ils invoquent le droit international, eux qui le violent en permanence. Quel est le sort des palestiniens arrêtés par centaines, entassés en prison en nombre tel qu'ils doivent dormir par roulement à cause du manque de place. Torturés à en perdre la raison, agressés par les co-détenus israéliens. Combien ont disparu, morts sous la torture ou les agressions montées par les gardiens sionistes ? Sans parler du fascisme qui s'abat sur les larges masses palestiniennes au moindre mouvement : arrestations administratives, expulsions, dynamitages des maisons, sévices collectifs !

A bas Israël, Etat fasciste !
Vive la lutte des peuples arabes contre le sionisme !

pomonti. rouleau 2 agents de la propagande U.S. au journal « Le Monde »

Le Monde fournissait depuis longtemps à ses lecteurs des informations sur le Sud Est Asiatique en direct des services d'intoxication US. Pomonti, le plume de service s'était fait plusieurs fois l'écho des « combats internes sanglants », opposant les patriotes khmers et les patriotes vietnamiens... avant de les démentir quelques mois après. Pour ce qui est du Moyen Orient « Le Monde » n'est pas en reste, avec son spécialiste Eric Rouleau. A l'occasion de l'opération montée de Rome, il titre à la une : « L'opération pourrait être l'oeuvre de dissidents du FPLP » et explique : « L'effroyable carnage de Rome constitue sans doute l'épisode le plus sanglant de l'affrontement qui oppose des groupuscules « maximalistes », partisans de la « Libération » de toute la Palestine et de la destruction d'Israël, et les principales organisations de fedayin, de plus en plus tentées par une solution de compromis avec l'Etat juif ». De quel droit ce monsieur se permet-il de parler au nom de l'OLP pour en modifier le programme ? Car enfin, le but de la Résistance Palestinienne est bel et bien de libérer toute la Palestine ! Ce n'est qu'une manœuvre de plus pour faire croire que seuls des « extrémistes », des « assassins » ont encore ce but. Le « Monde » termine le travail de Rouleau en taisant systématiquement la lutte du peuple palestinien en territoires occupés, ce qui constitue pourtant l'orientation essentielle de l'OLP.

Ces manifestations protestaient contre